



QUESTIONNER



PORTFOLIO



COGITER

N°330 | MAI 2014 | 3,50 €

LA LE MENSUEL D'INFORMATION ET D'ACTION SUR LES DROITS HUMAINS CHRONIQUE

AMNESTY
INTERNATIONAL 

ÉRYTHRÉE
Prison
à ciel ouvert





ENQUÊTE Un peu plus de vingt ans après son indépendance, l'Érythrée s'est transformée en un immense centre de détention, où des citoyens prisonniers de leur propre pays sont régulièrement raflés par l'armée, contraints à travailler pour un État phagocyté par le parti. À moins qu'ils ne fassent le choix de fuir le pays, au péril de leur vie.

L'ÉRYTHRÉE SOUS CAMISOLE

« **C**eux qui espèrent une démocratie multipartite peuvent aller sur la lune », a lancé récemment le président Afeworki. Souvent décrite comme « la Corée du Nord de l'Afrique », l'Érythrée est l'une des pires dictatures du monde. Il est difficile – pour certains impossible – d'y entrer et d'en sortir. Il n'y a ni presse indépendante ni journaliste étranger ni multipartisme. Le président concentre tous les pouvoirs, l'Assemblée nationale ne fonctionne plus, la Constitution n'est jamais entrée en vigueur et le régime justifie son autoritarisme par un État d'urgence et d'exception permanent, qui s'est accentué depuis le tournant sécuritaire de 2001, après la guerre avec l'Éthiopie de 1998-2000 qui a fait 100 000 morts.

En 2002, le service national a été allongé, passant de dix-huit mois à une durée indéfinie. Une fois leur formation militaire accomplie, les jeunes travaillent pour des entreprises publiques sous le contrôle de l'armée et du Front populaire pour la démocratie et la justice (FPDJ) [parti au pouvoir], les plus éduqués comme enseignants, pendant parfois plus de dix ans, quasi gratuitement. La solde mensuelle est de 800-900 nakfas (40-50 €), les travaux d'intérêt général, particulièrement éprouvants, ne donnent droit à aucun supplément. Au final, cela ne leur permet ni de fonder une famille ni de prendre soin de la leur. L'ensemble ne tient que grâce à l'aide d'une puissante diaspora. Ceux qui ne peuvent compter sur leur famille à l'étranger sont condamnés à la misère ou à la fuite.

Érythrée: bouclier de la résilience et noblesse du travail, tel était le thème de la fête nationale du 24 mai 2013, 22^e anniversaire de la Libération. Il résume bien les deux priorités du régime : résister aux assauts répétés du monde extérieur et rendre

le peuple corvéable à merci, en faisant disparaître l'individu dans la masse, par un travail forcé qui doit donc être « noble » puisqu'il n'est pas rémunéré. Cette extension du service militaire, assimilable à une forme d'esclavage, est la principale raison de l'exode massif des jeunes qui, par milliers chaque mois, fuient le pays au péril de leur vie.

UNE PRISON À CIEL OUVERT

« *Le problème avec l'Érythrée*, explique un Érythréen en exil, *c'est que la moitié de mes amis sont en prison et que l'autre moitié les a mis là !* »¹. L'industrie carcérale que décrit Soljenitsyne dans *L'Archipel du Goulag* (1973) s'applique assez bien à l'Érythrée d'aujourd'hui, immense prison à ciel ouvert, dont les habitants ne sont libres ni d'entrer ni de sortir. À l'intérieur, à peu près tous les droits et libertés protégés par le droit international sont violés. « *La situation des droits de l'Homme en Érythrée se caractérise par des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, des arrestations et détentions arbitraires, des actes de torture et des conditions de détention inhumaines* », explique la première Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'Homme en Érythrée, qui n'a pas eu l'autorisation de se rendre sur place pour enquêter, et s'est donc fondée sur les témoignages de réfugiés érythréens, notamment à Djibouti et en Éthiopie. Depuis la purge de 2001, il n'y a plus aucun média privé en Érythrée. Ils sont tous détenus par l'État et servent uniquement de relais au ministère de l'Information. Dans leur travail, les « journalistes », entièrement guidés par les fonctionnaires du ministère, n'ont aucune liberté éditoriale. On leur dit de quoi parler, quand et surtout comment. Ceux qui sont soupçonnés de communiquer avec l'étranger se retrouvent immédiatement ■■■



Banque d'Italie bombardée pendant la guerre contre l'Éthiopie.



Photos : Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

emprisonnés, sans procès et sans accès à un avocat ni à leurs proches. « Vous commencez par vous autocensurer pour éviter les foudres du régime, en faisant bien attention de ne pas commettre d'impairs. Puis vous devenez une marionnette du régime », explique un journaliste érythréen en exil à Paris.

LANTERNE ROUGE

L'Érythrée, le seul pays d'Afrique dépourvu de médias privés, bat tous les records en la matière. Placé à la 179^e et dernière place du classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières, cet État forme avec la Corée du Nord et le Turkménistan le « trio infernal » que l'on retrouve systématiquement en queue de peloton depuis des années. Selon le classement du Committee to Protect Journalists, l'Érythrée est le pays pratiquant le plus la censure dans le monde et emprisonnant le plus de journalistes sur le continent africain. En outre, cet état est le seul au monde à ne jamais inculper ni juger ses journalistes emprisonnés qui restent ainsi en dehors du système judiciaire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est impossible d'en connaître le nombre exact.

Avec moins de 4 % de la population connectée, principalement dans les grandes villes, l'Érythrée est un désert numérique. Son taux de pénétration d'Internet reste l'un des plus bas du monde, inférieur à la moitié de la moyenne africaine (15,6 %). Toutes les communications, téléphoniques ou électroniques, sont sur-

veillées : parler négativement du pays au téléphone ou sur Internet peut provoquer des arrestations et des emprisonnements.

FERRO, OTTO, JÉSUS CHRIST

Les arrestations et emprisonnements arbitraires de certaines catégories professionnelles – les journalistes, dirigeants, hommes d'affaires, enseignants – comme de tous les citoyens ordinaires soupçonnés d'avoir des opinions dissidentes, sont quotidiens en Érythrée. Environ 10000 prisonniers politiques croupiraient dans les geôles du régime, pour une durée indéfinie, sans accès à un avocat ni visite de la famille, et sans procès – bien que la loi érythréenne interdise en principe de détenir sans accusation une personne durant plus de trente jours.

Le *modus operandi* le plus courant est rappelé par la Rapporteuse spéciale de l'Onu : « les détenus sont arrêtés la nuit, ou enlevés, leurs yeux sont bandés et on leur fait faire un tour en voiture avant que des agents en civil les interrogent. Ils sont jetés dans la cellule d'une prison souterraine ou d'un autre endroit de détention secret. Eux comme leur famille ignorent où ils ont été emmenés et ont peur de demander. On vient les chercher régulièrement pour les interroger. L'identité de leurs interrogateurs est secrète, leurs visages sont masqués »². Les détenus ignorent non seulement où ils sont et qui les interroge mais aussi pourquoi ils ont été arrêtés et pour combien de temps.

Le rapport d'Amnesty International de mai 2013 intitulé *Éry-*

thrée: vingt ans d'indépendance mais toujours pas de liberté fait le point de manière détaillée sur les arrestations et les détentions affectant les différentes catégories de personnes en Érythrée, en fonction de leur activité politique, de leurs croyances religieuses, de leur comportement, de leur tentative de fuite, etc. Les prisonniers sont soumis à des actes de cruauté, des traitements dégradants et de la torture. « J'ai été accusé d'espionnage pour l'Éthiopie [explique l'un d'eux, du fait de son origine en partie éthiopienne] et j'ai été torturé via la méthode du ferro (fer en italien) pendant une semaine ». Il s'agit d'une position dans laquelle les poings sont attachés derrière le dos avec des menottes en métal tandis que le prisonnier, visage contre le sol, est frappé avec des bâtons ou fouetté avec un fil électrique sur le dos et le postérieur³. « Lorsque vous êtes arrêtés parce que vous avez essayé de fuir le pays, explique un ancien détenu de la prison de Tessenei, la punition est très dure. Ils m'ont battu si violemment, avec des bâtons en bois et en plastique, que je ne pouvais plus bouger pendant dix jours ».

Parmi les autres traitements infligés aux prisonniers, on trouve « l'hélicoptère », le *otto* (huit en italien). Il consiste à placer le prisonnier dans le désert, exposé au soleil brûlant du jour comme au froid mordant de la nuit, et aux intempéries, face contre terre, ses mains et ses pieds attachés derrière le dos. Ce traitement peut être infligé jusqu'à cinquante-cinq jours d'après un témoignage. En général, la punition dure deux à trois semaines, 24 heures sur 24

avec seulement trois pauses par jour pour s'alimenter et faire ses besoins. Un témoin raconte : « Le prisonnier était attaché en hélicoptère – les poings et les pieds liés ensemble derrière son dos avec son estomac sur le sol. Le sang s'écoulait de son nez et de sa bouche. Les prisonniers essayaient de lui apporter une aide. Un autre officier ordonna qu'on le détache. L'homme est mort sur le chemin vers la clinique ».

Il y a aussi la technique « Jésus Christ », par laquelle le détenu est suspendu, les bras écartés en forme de crucifixion, pendant plusieurs jours, et celle qui consiste à mettre du sucre sur ses lèvres, ou de couvrir son corps de lait et de sucre, et de l'immobiliser dehors à la merci des insectes.

Les rassemblements publics de plus de sept personnes sont interdits, à l'exception de ceux ayant obtenu un permis préalable. Les rares manifestations ont été brisées : celle des combattants de la guerre d'indépendance réclamant leur paie (mai 1993), celle des vétérans protestant contre leur bannissement des centres urbains (1994), celle des étudiants de l'université d'Asmara protestant contre l'arrestation du président de leur association (2001), celle des appelés au service militaire (2004), etc. À chaque fois, elles ont été immédiatement interrompues par la force et leurs leaders emprisonnés.

Il n'y a pas, en Érythrée, de société civile, pas d'autre parti politique que le FPDJ, pas d'organisation non gouvernementale ou non affiliée d'une manière ou d'une autre au gouvernement, pas d'association privée. Les seules organisations, comme la Confédération nationale des travailleurs érythréens, l'Union nationale des femmes et l'Union nationale de la jeunesse et des étudiants, restent contrôlées par le parti et ne sont donc pas revendicatives. Une confusion totale règne entre l'État et la société, ce qui constitue par ailleurs l'une des manifestations du totalitarisme. ■

JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER

1/ *New York Times*, 3 octobre 2008.
2/ *Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Eritrea*, 28 mai 2013, UN Doc A/HCR/23/53 §50.
3/ *Amnesty International, Eritrea: 20 years of independence, but still no freedom*, 2013.

AMNESTY VUE PAR LE RÉGIME ÉRYTHRÉEN

À l'heure actuelle, aucune ONG internationale n'est présente en Érythrée. Quant à celles qui, à distance, veulent prendre des nouvelles des journalistes emprisonnés, elles se font immédiatement accuser d'être des espions de la CIA, à la solde des Américains ou de l'Éthiopie. Amnesty International en a fait les frais, dans un long article, intitulé « L'infâme instrument des conspirations » publié le 14 septembre 2011 dans l'édition anglophone du quotidien national, puis repris sur le site Internet du ministère de l'Information, dont le slogan est « *Au service de la vérité* ».

L'agence de presse du régime affirme que l'organisation, qui se présente comme indépendante, non politique et non partisane, a en réalité été créée par le MI6 et le MI5 durant la Guerre Froide comme un organe du système de renseignement américain, dont la mission est de « mener des actes de sabotage et amener le conflit au sein de la société ». Elle serait aujourd'hui financée par le Département d'État américain, la CIA, le MI6 et « d'autres organisations politiques » pour mener des activités clandestines de déstabilisation à l'étranger.

L'article l'accuse notamment d'avoir joué « un rôle central » dans l'assassinat du Premier ministre de la RDC Patrice Lumumba (en janvier 1961, alors qu'Amnesty n'était créée qu'en juillet) et du président ghanéen Kwame Nkrumah (pourtant mort d'un cancer en 1972), d'avoir incité à la révolte au Ghana, au Myanmar, en Chine et ailleurs, d'avoir été le « principal acteur » des coups d'État au Nicaragua et au Venezuela, d'avoir empêché l'Onu d'enquêter sur le massacre israélien de Sabra et Chatila, d'avoir participé à la justification de la guerre en Irak en 1991, etc. Asmara reproche surtout à Amnesty International de diffamer l'Érythrée en l'accusant sans cesse de violer les droits humains.

ÉCLAIRAGE L'Agence des Nations unies pour les réfugiés estime que 305 000 Érythréens ont fui le pays en dix ans¹. Alors que le président de l'Érythrée, Issayas Afeworki, crie à « une conspiration pour affaiblir le pays », les migrants qui tentent d'en sortir sont confrontés au kidnapping, au racket, à la mort quelle que soit la route qu'ils choisissent.

FUIR L'ÉRYTHRÉE : UNE ODYSSEE TRAGIQUE

Il y a deux ans, le coureur de fond et porte-drapeau érythréen Weynay Ghebreselassie prend la poudre d'escampette en plein Jeux olympiques à Londres. En 2012, le ministre de l'Information profite d'un voyage d'affaires en Allemagne pour fuir son pays. Cette même année, deux pilotes de l'Eritrean Defense Force font défection avec l'avion présidentiel qu'ils posent en Arabie saoudite. En 2007, 2009, 2011, 2012, 2013, ce sont des membres de l'équipe nationale de football qui se mettent hors-jeu à l'occasion de compétitions internationales, pour atteindre un tout autre but : l'asile politique. Ceux-là ont fui l'Érythrée dans des circonstances exceptionnelles. Mais tous les Érythréens n'ont pas la chance de partir si facilement. Les citoyens candidats à l'exil doivent d'abord traverser illégalement les frontières. Repérés, ils seront au

mieux arrêtés et emprisonnés quelques années, au pire tués par les gardes qui ont ordre de tirer à vue. Si l'on ajoute pour la famille restée sur place une amende de 2 500 €, soit environ 15 fois le revenu annuel par habitant sous peine d'emprisonnement et les risques d'être torturés, de mourir de soif ou de noyade, sur ces routes de l'exil, on appréhende mieux le chiffre de 4 000 fugitifs mensuels et ce qu'il révèle de la situation du pays. Comment quitter l'Érythrée ? Il y a d'abord le moyen le plus sûr, et le plus cher : payer environ 5 000 \$ à des officiers de l'armée pour sortir en voiture officielle vers le Soudan sans contrôle. Il y a aussi les réseaux non-gouvernementaux, moins coûteux mais plus risqués. Pour 3 000 \$, on marche de nuit plusieurs jours pour passer les frontières sans être vu. Une fois parvenu sain et sauf en Éthiopie ou au Soudan, principaux

Un trafic d'organes s'est aussi développé : des médecins opèrent sur place, on laisse le patient mourir ensuite.

pays de transit sur le chemin de l'exil, deux routes principales se présentaient jusque récemment : celle vers Israël et celle vers l'Europe.

ENLÈVEMENTS ET TRAFIC D'ORGANES

Il en coûte 2 500 \$ pour aller jusqu'au Caire puis en Israël avec le risque d'être retenu en otage dans l'enfer du Sinaï, zone de non droit en Égypte. Que se passe-t-il au Sinaï ? L'exode des migrants érythréens tourne souvent au cauchemar s'ils tombent aux mains de certains Bédouins de cette péninsule. Ceux-ci kidnappent et torturent leurs otages pendant que la famille en ligne au téléphone est « incitée » à payer rapidement une rançon. Les pratiques sont sinistres : électrocutions, doigts coupés, brûlures, os brisés². Les femmes sont violées, parfois par d'autres otages sous la contrainte des tortionnaires. Un trafic d'organes

s'est aussi développé : des médecins opèrent sur place, on laisse le patient mourir ensuite. Les chiffres de ce trafic moderne d'êtres humains au Sinaï sont aujourd'hui publics : 25 000 à 30 000 victimes (à 90 % Érythréens), au moins 10 000 survivants, entre 5 000 et 10 000 morts et de nombreux disparus. Ceux qui s'acquittent de la rançon (20 000 à 40 000 \$) risquent néanmoins de mourir rapidement de leurs blessures, d'être vendus à d'autres Bédouins ou même jetés dans le désert, sans eau ni nourriture. L'objectif des survivants reste d'atteindre Israël. L'Égypte est trop dangereuse pour les migrants qui peuvent être expulsés vers l'Érythrée ou jetés en prison. Sur les 58 088 demandeurs d'asile entrés sur le territoire israélien entre 2006 et février 2012, 56,5 % étaient Érythréens³. À leur arrivée, ils sont conduits au centre de détention de

1/World report 2014, Human Rights Watch.
2/The Human Trafficking cycle: Sinai and beyond, Mirjam van Reisen, Merron Estefanos, and Conny Rijken.
3/Onu, Rapport du groupe de contrôle sur la Somalie et l'Érythrée, 13 juillet 2012, UN Doc S/2012/545, §78.



■ Réfugiés érythréens dans le camp de Shagarab au Soudan. Janvier 2012.

Saharonim et bénéficient d'une protection particulière mais sont considérés comme « infiltrés ». Ils obtiennent au départ un permis de séjour temporaire les protégeant du refoulement, mais ne leur accordant pas pour autant ni le droit de travailler ni l'accès à la protection sociale. Ils sont, de loin, le premier groupe de réfugiés en Israël, mais seulement depuis 2007 car avant cette date, la route principale était celle de l'Europe. C'est un accord entre l'Italie et la Libye pour réduire le flux de migrants qui a découragé ces derniers de l'emprunter, jusqu'à la chute du régime de Khadafi en 2011.

REFOULEMENTS ET RAPATRIEMENTS

Au vu de l'arrivée d'un flot ininterrompu d'Érythréens, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a lancé en 2012 une politique agressive de « prévention de l'infiltration » : emprisonnement de tous les sans-papiers, rapatriements des demandeurs d'asile et construction d'une clôture de barbelés de 5 mètres de haut sur 227 km le long de la frontière. Pour Israël, l'étape suivante est d'expulser les migrants déjà présents vers leur pays d'origine, en violation du principe de non-refoulement du droit des réfugiés, ou vers un pays tiers (Voir *La Chronique* de novembre 2013 p. 16). En janvier 2014, 765 « volontaires » partent vers l'Ouganda avec 3 500 \$ chacun. L'État hébreu a en effet passé un accord avec l'Ouganda en juin 2013 pour accueillir des immigrants africains illégaux contre un soutien financier et militaire. Pour les preneurs d'otages du Sinaï, la barrière en Israël aurait pu signifier la fin d'une manne importante (622 millions de dollars extorqués) mais ils comptent depuis

sur leurs complices, les tribus Rashaidas et Hedarib, pour enlever de nouvelles victimes dès la frontière Érythrée-Soudan. Dans ces conditions, la route vers l'Europe est redevenue la principale. Elle n'est pas moins semée d'embûches. Depuis le Soudan, il faut d'abord traverser le Sahara. Outre le risque de mourir de soif ou d'un accident sur le chemin, les migrants peuvent ensuite être revendus en Libye à un autre groupe de trafiquants, être battus, soumis à des travaux forcés divers. Les femmes sont fréquemment violées. Sur place, les Érythréens sont aussi placés dans des centres de détention où ils sont maltraités. S'ils paient, ils peuvent être juste libérés ou, pour 4 500 \$, amenés en bord de mer avec une place sur un bateau. Reste à passer la Méditerranée. Plus de 300 migrants africains, érythréens pour la plupart, sont morts noyés au large de l'île de Lampedusa le 3 octobre 2013. Ce genre d'événement tragique n'est malheureusement pas nouveau. En dix mois, de janvier à octobre 2013, plus de 30 000 migrants atteignent le centre d'accueil de l'île mais 3 100 meurent par noyade au cours de la traversée. Les deux routes principales se tarissent car elles sont devenues plus dangereuses et plus incertaines. Les candidats à l'exil regardent donc ailleurs. Vers le Yémen, de l'autre côté de la mer Rouge, mais un nouvel accord de 2012 renvoie désormais les fugitifs dans leur pays. Les migrants visent aussi l'Australie : ils passent d'abord au Soudan puis, moyennant environ 10 000 \$, peuvent atteindre l'île par bateau après une étape en Indonésie. Le gouvernement australien durcit sa législation, sur le modèle israélien, ce qui pourrait dissuader les potentiels candidats. ■

FRANCK GOUÉRY

ANALYSE Petit pays de la Corne de l'Afrique, État paria sur la scène internationale qui l'accuse d'être un facteur de nuisances dans la région, l'Érythrée s'est mise à dos la quasi-totalité de ses voisins.

UN FAUTEUR DE TROUBLES

L'Érythrée souffre d'un complexe de persécution alimenté par son histoire récente et qu'elle n'hésite pas à instrumentaliser. Le pays estime avoir été trahi tellement de fois qu'il lui est difficile de faire confiance non seulement à ses voisins mais aussi à la « communauté internationale ». Celle-ci, après avoir imposé à l'Érythrée la Fédération avec l'Éthiopie en 1959, a assisté complaisamment à son annexion en 1962. Elle n'a jamais cherché à mettre en œuvre la décision de la Commission de délimitation des frontières de la Cour permanente d'arbitrage de 2002, et d'une manière générale soutient l'Éthiopie.

Sur le plan régional, l'Érythrée a des problèmes frontaliers avec trois de ses voisins (l'Éthiopie, Djibouti, le Yémen) et des relations, qui ont été difficiles mais se sont considérablement améliorées avec le quatrième, le Soudan, désormais son seul partenaire. Trois facteurs essentiels permettent de comprendre la politique étrangère érythréenne : sa taille, sa position géographique et sa relation avec l'Éthiopie.

Premièrement, c'est un petit pays, avec peu de ressources, entouré d'États plus grands, plus peuplés et plus puissants, à l'exception de Djibouti, (dont la petite taille est compensée par les alliances avec l'Occident et avec l'Éthiopie, dont Djibouti est le point d'accès à la mer). De ce point de vue, pour espérer pouvoir compter dans la Corne de l'Afrique, l'Érythrée doit diviser et affaiblir ses voisins, ce

qu'elle s'efforce de faire depuis toujours en soutenant des groupes d'opposition armés dans toute la région, comme l'a montré le Groupe de contrôle de l'Onu sur la Somalie et l'Érythrée.

PAUVRE MAIS STRATÉGIQUE

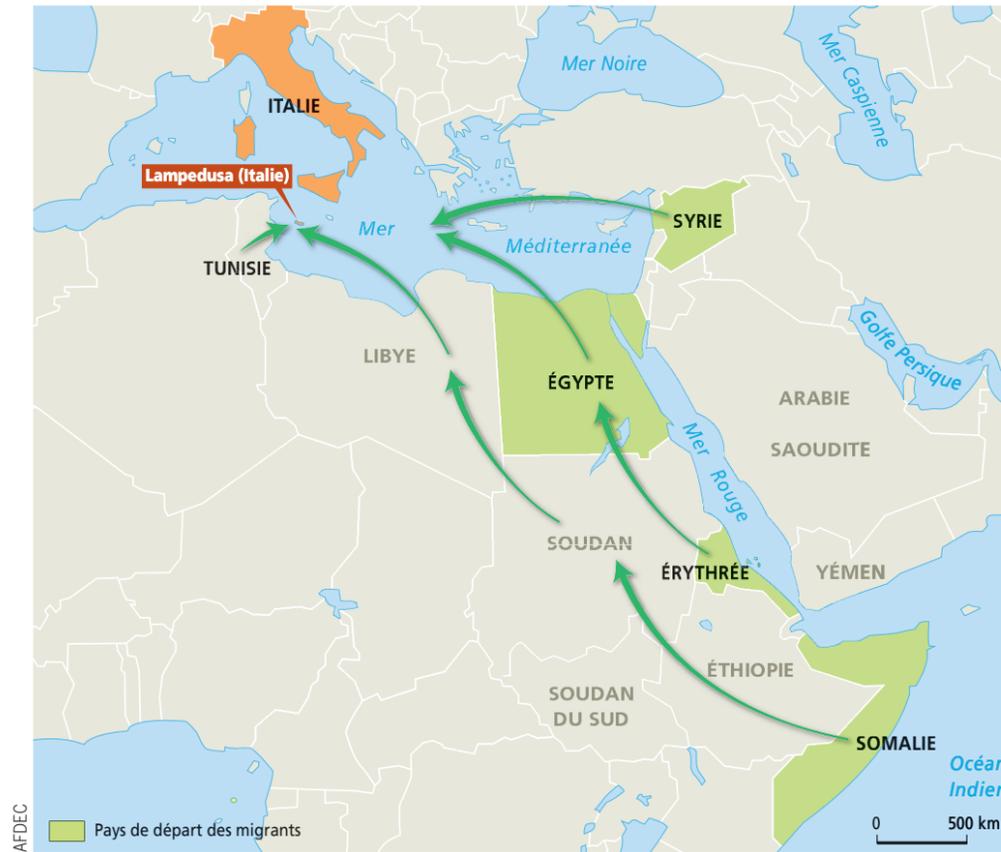
C'est une véritable industrie de déstabilisation régionale qu'organise Asmara, capitale de l'Érythrée. Et c'est ainsi que l'un des pays les plus pauvres du monde, entouré de plus puissants que lui, parvient à maintenir une influence régionale : en divisant, en développant un commerce d'armes et de savoir-faire. Ce rôle de fauteur de troubles explique que l'Érythrée souffre d'un isolement, à la fois régional – elle est par exemple exclue de l'organisation régionale de la Corne de l'Afrique (Igad) – et international, comme en témoignent les condamnations et les sanctions de l'Onu.

Depuis qu'elle a perdu le soutien de la Libye – avec la chute de Kadhafi – et du Qatar, ses principaux bailleurs de fonds, elle n'a pas d'autre allié que le Soudan et manque cruellement d'argent. Elle cherche donc à diversifier ses partenaires : l'Égypte, en jouant la carte anti-éthiopienne, mais Le Caire a trop de problèmes internes pour s'y intéresser pour l'instant ; des pays arabes, dont en même temps elle se méfie ; le Rwanda (le rapprochement avec le Front patriotique rwandais est entamé depuis l'été 2013) ; l'Afrique du Sud et surtout la Chine, présentes dans le secteur minier. Ces

deux derniers États ont des intérêts économiques importants en Érythrée, donc des relations cordiales, mais sont toutefois loin d'apporter un soutien politique significatif sur la scène internationale.

Deuxièmement, si l'Érythrée suscite des convoitises, c'est surtout en raison de son importance géostratégique : ses 1 150 km de côtes et ses 350 îles sont à proximité du détroit de Bab-el-Mandeb, point d'entrée et de sortie de la mer Rouge, qui voit passer 20 % du trafic pétrolier mondial, et la moitié des importations de l'Europe. Les Soviétiques avaient une base dans les îles Dahlak et, aujourd'hui, Israël ainsi que l'Iran sont présents et se surveillent l'un l'autre sur les côtes érythréennes. Cet avantage comparatif géographique explique l'importance stratégique – démesurée, par rapport à sa puissance économique – de l'Érythrée.

Troisièmement, la relation avec l'Éthiopie conditionne toute la politique régionale et constitue la principale grille de lecture de la diplomatie d'Asmara. On trouve ici au moins deux facteurs explicatifs. D'une part, le sentiment de fragilité résultant d'une peur existentielle de perdre l'indépendance, renouvelée après la guerre de 1998-2000. Cette menace éthiopienne est fondatrice : elle permet de justifier l'autoritarisme voire la dérive totalitaire du régime depuis les années 2000 et, sur le plan extérieur, la défense de la sécurité nationale comme priorité absolue. L'État est ainsi hypersensible aux menaces extérieures, voire



agressif avec ses voisins, successivement le Soudan (1993-2003), l'Éthiopie (1998) et Djibouti (2008). D'autre part, il y a aussi un sentiment de déni de justice, de « deux poids, deux mesures » et d'une complaisance du reste du monde à l'égard de l'Éthiopie, qui peut violer le droit international en occupant illégalement depuis onze ans un territoire que la Commission de délimitation des frontières de la Cour permanente d'arbitrage a pourtant attribué à l'Érythrée (la ville de Badmé), alors qu'au moindre écart de l'Érythrée, on s'indigne et on la sanctionne. Lorsqu'en avril 2008, l'armée érythréenne occupe quelques kilomètres carrés de la zone frontalière avec Djibouti et, en dépit d'une résolution du Conseil de sécurité, s'entête et reste, c'est aussi pour faire la démonstration de ce « deux poids, deux mesures ».

DISCOURS VICTIMAIRE

Parfois fantasmé, mais souvent réel, ce traitement différentiel s'explique en grande partie par le fait que l'Éthiopie est l'alliée des puissances occidentales dans la « guerre contre la

terreur ». L'Érythrée a l'impression que, quoi qu'elle fasse, le reste du monde sera toujours du côté de l'Éthiopie. Elle n'a donc pas grand-chose à perdre à se complaire dans ce rôle d'exclu auquel, de toute façon, la communauté internationale l'a confinée.

Le durcissement du régime dans les années 2000, qui devient une dictature de moins en moins fréquentable et dont l'Occident dénonce de plus en plus les exactions, s'accompagne donc d'une forme de renoncement à séduire les États-Unis et l'Europe, alors que cette ambition existait dans les années 1990, et d'un rapprochement vers des États également mis à l'index, comme le Soudan, la Libye, la Syrie et l'Iran.

Parallèlement, se développe un discours victimaire, que vient confirmer cette inclusion dans le club des États parias : l'Érythrée s'érige en victime d'un complot occidental organisé par les Américains, son image serait salie et sa réintégration sur la scène internationale ne dépendrait pas d'elle. ■

JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER

DATES CLÉS

- 1890 : l'Italie décrète que ses possessions en mer Rouge forment un territoire appelé « Colonie d'Érythrée ».
- 1941-1952 : administration britannique.
- 1952 : vote par l'Onu d'une fusion Éthiopie-Érythrée dans le cadre d'une Fédération.
- 1962 : annexion de l'Érythrée par l'Éthiopie avec la fin de la Fédération.
- 1961-1991 : lutte armée.
- Avril 1993 : référendum pour l'indépendance de l'Érythrée.
- 1998-2000 : guerre avec l'Éthiopie.
- Automne 2001 : purge politique et fermeture de tous les médias indépendants.
- 2002 : décision de la Commission du tracé de la frontière de la Cour permanente d'arbitrage : la localité de Badmé doit être restituée à l'Érythrée – ce que l'Éthiopie n'a toujours pas appliqué.
- Janvier 2013 : échec d'une tentative de coup d'État.

POUR ALLER PLUS LOIN

■ Les publications d'Amnesty International - *Eritrea. 20 years of independence, but still no freedom.* Réf. AFR 64/001/2013. - Communiqué de presse du 3 avril 2013 sur les kidnappings dans le Sinaï. Réf. PRE01/168/2013.

■ *Les Érythréens*, de Léonard Vincent, Paris, Rivages, 2011 et blog <http://erythreans.wordpress.com> Martin Plaut, blog : <http://martinplaut.wordpress.com>

LES AUTEURS DU DOSSIER

■ Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, philosophe et juriste, enseigne l'éthique et le droit de la guerre à Sciences-Po Paris et à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages, dont *La Guerre au nom de l'humanité. Tuer ou laisser mourir* (PUF, 2012).

■ Franck Gouéry, ingénieur et diplômé de Sciences-po Paris, est maître de conférences en questions européennes à Sciences-Po Paris. Ensemble, ouvrage à paraître, *Érythrée : l'État de guerre* (PUF, septembre 2014).